



Proletaires de tous les Pays, Unissez-vous !

# LA LUTTE OUVRIERE

Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier internationaliste  
(Bolchevick-Léninistes) - Section Française de la 4<sup>e</sup> internationale

15, passage Dubail, Paris

ABONNEMENTS  
France, 1 an... 12 fr.  
— 6 mois... 6 fr.  
Etranger, 1 an... 30 fr.  
— 6 mois... 15 fr.  
Compte-Chèque Postal  
Bardin Alfred  
N° 1907-81, Paris



PREMIERE ANNEE, N° 21, Le N° : 30 CENTIMES.  
VENDREDI 20 NOVEMBRE 1936.

**Réquisition  
de « Gringoire » et  
de la presse pourrie  
par les travailleurs  
du livre-papier !  
Milice ouvrière  
contre les assassins  
fascistes !**

## Contrôle ouvrier et paysan sur la production PAR l'occupation de masse des usines, des fermes !...

Pour un gouvernement qui ne capitule pas...

### Le gouvernement ouvrier et paysan

Nous approchons d'un nouveau conflit de classe de grande envergure.

Les ouvriers en ont assez de voir spolier leurs salaires par la dévaluation, la spéculation patronale, tandis que le gouvernement, les chefs syndicaux et communistes les empêchent de bouger, c'est-à-dire les obligent à capituler.

Les ouvriers en ont assez de voir assassiner leurs frères d'Espagne par la neutralité qui permet à Brandt, Renault et Cie de ravitailler Franco, sous l'œil de Delbos.

Les ouvriers en ont assez de constater qu'exactement comme en Espagne, le gouvernement Daladier-Blum, laisse préparer le coup d'Etat fasciste dans l'armée.

Le Parti communiste qui est obligé de constater sous la pression des masses les conséquences de ces capitulations, ne propose rien d'autre que l'application plus énergique de la même politique d'alliance avec la bourgeoisie de gauche, dans les cadres de « l'ordre et de la propriété » capitalistes, et s'oppose de toutes ses forces à l'action directe et aux occupations de masse.

La logique de sa politique le pousse à prendre place au gouvernement, avec lequel il n'a de désaccords que quant à l'application pratique du programme de duperie et de faillite.

Les ouvriers s'apprennent à entrer dans l'action parce qu'ils veulent un gouvernement qui ne capitule plus devant le capitalisme et les fascistes.

Le Parti Ouvrier Internationaliste leur dit :

Nous serons avec vous, sans la moindre réticence, jusqu'au bout. Car nous n'avons cessé de préconiser l'action directe de la lutte de classe.

Ce nouveau conflit sera incomparablement plus aigu qu'en juin parce que vous aurez contre vous vos propres chefs, y compris les chefs soi-disant communistes, et parce que l'ennemi s'est armé et renforcé sous l'aile de MM. les radicaux.

D'autant plus solidement devez-vous vous organiser.

Rassemblez-vous sur le terrain de classe. Chassez les bourgeois radicaux ! Front prolétarien révolutionnaire !

Pour imposer l'application des 40 heures, le réajustement des salaires : Contrôle ouvrier et paysan sur la production et les échanges !

Le moyen : Occupation de masses généralisée.

Formez vos comités de quartier contre la hausse des prix, vos comités de village, vos comités de régiment.

Défendez-vous par les milices ouvrières et paysannes !

Préparez-vous pour le Congrès des délégués et le Congrès des Comités.

Le seul Gouvernement qui ne capitulera pas, sera le vôtre. Le Gouvernement élu par vos comités : le Gouvernement ouvrier et paysan.

### DANS LES USINES

## Avant le Congrès de la Métallurgie

Dans les usines, les métallurgistes discutent de l'orientation syndicale de la Fédération des Métaux. Le Congrès fédéral, dit d'Unité, préparé hâtivement, suscite chez les militants des métaux un grand intérêt. Au regard de leur expérience déjà grande, quoique récente pour beaucoup d'entre eux, ils cherchent la meilleure politique syndicale pour triompher sur le patronat. Chacun comprend la responsabilité qui lui incombe en tant que militant du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui c'est avec ces camarades que nous voulons examiner les problèmes essentiels de l'heure, pour s'efforcer d'élaborer la meilleure politique syndicale.

### STATU QUO OU OCCUPATION DE MASSE !

Le dernier numéro de notre *Lutte Ouvrière* a déjà publié un article sur le Congrès fédéral des métaux. Nous avons marqué le caractère fondamental du contenu du rapport sur l'action fédérale : la conciliation entre patrons et ouvriers par l'arbitrage du gouvernement ; et la perspective : maintien du statu quo, c'est-à-dire du régime démocratique bourgeois. Réduction des conflits grévistes, non-pratique de la lutte de classe, confiance au gouvernement qui « a fait » les lois sociales, qui « défend » la classe ouvrière, voilà résumée la politique syndicale des dirigeants de la Fédération des Métaux, qu'ils ont exposée dans leur rapport sur l'action fédérale.

Cette politique de freinage de la lutte des classes, d'étouffement des luttes grévistes, notre Parti Ouvrier Internationaliste oppose et préconise, en accord avec les ouvriers révolutionnaires de la métallurgie, la lutte gréviste par l'occupation des usines comme moyen de combat pour imposer l'application des lois sociales.

LA SEMAINE DE 40 HEURES  
Des promesses sont faites pour la mise en vigueur de la semaine de 40 heures à partir du 28 novembre. Mais des conflits grévistes partiels, des discussions entre délégués ouvriers et les patrons, qui ont lieu en ce moment, il ressort clairement que les patrons refusent l'échéance du 28 novembre.

Que fera le gouvernement ? Nous l'avons vu à l'œuvre au cours de quelques arbitrages ou des discussions sur les conventions collectives : les ministres qui le composent tergiversent, hésitent, reculent devant les exigences patronales, se plient parfois devant celles-ci et peuvent même aller jusqu'à la répression policière (exemple : les Gourmets, le Restaurant Saint-Michel).

Depuis des semaines, les patrons contre-attaquent de tous côtés, ils essaient d'imposer d'une manière décisive leurs volontés pour défendre leurs profits de capitalistes exploités par ceux des ouvriers.

Elle le gros danger réside dans la continuation de la contre-offensive patronale avec sa tactique de guérillas, sans que les ouvriers fassent les efforts nécessaires pour réunifier les luttes, sans que les organisations syndicales et principalement la Fédération des Métaux, préparent une contre-offensive ouvrière générale.

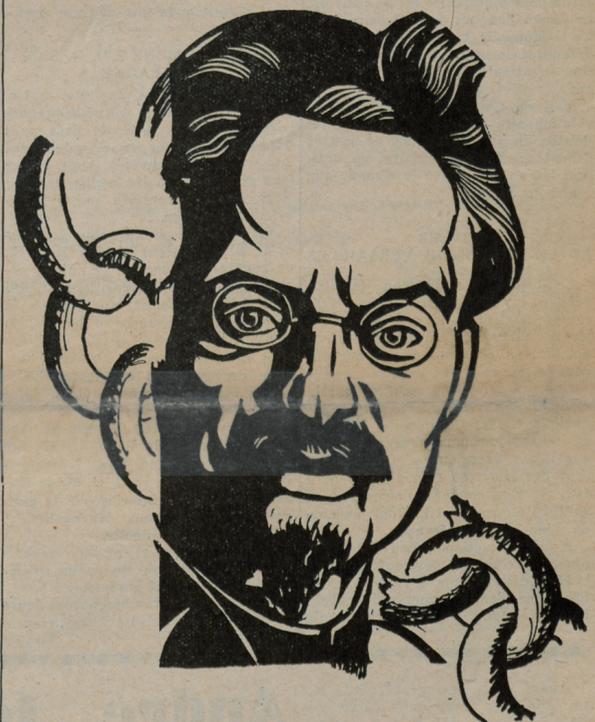
L'application de la semaine de 40 heures, sans diminution du salaire, sera le résultat d'une occupation généralisée des usines qui, seule, peut contraindre le patronat à reculer. Mais il faut imposer aussi :

### L'ECHELLE MOBILE

L'expression « sans diminution du salaire » devient une dérision : l'augmentation du coût de la vie fait son œuvre de misère pour les masses travailleuses. La dévaluation du franc, imposée par la grande finan-

(Suite page 4)

## Liberté pour Léon Trotsky



Travailleurs de France !

La réaction mondiale s'acharne contre Léon Trotsky. Le régime de séquestration policière, imposé à notre camarade, sur les ordres de la Guépéou, et aux applaudissements de la Gestapo (qui vient d'infliger cinquante ans de prison aux trotskystes allemands) s'aggrave tous les jours.

On empêche Léon Trotsky de se défendre contre les accusations les plus monstrueuses. On lui dénie même la liberté que les Codes les plus réactionnaires, accordent aux prisonniers.

Travailleurs de France ! Staline, pour poursuivre sa politique d'étouffement de la révolution mondiale, et d'assassinat de l'avant-garde, veut assassiner Trotsky ! Il faut se mobiliser en masse pour imposer la liberté pour Trotsky, le droit d'asile démocratique. Envoyez vos protestations en Norvège au Parti Ouvrier Nervégien. Folketheatret. Oslo.

Bas les pattes devant Trotsky !

Madrid sous les torpilles du capitalisme allemand, italien, français.

## Métallos, Cheminots organisez l'envoi des armes

Pendant que les miliciens espagnols se battent avec héroïsme contre les troupes de Franco, Daladier, Rucart et Blum continuent à entraver l'envoi d'armes aux ouvriers.

Le scandale Brandt continue ! L'Etat capitaliste français protège l'envoi de munitions aux généraux.

Comme nous ne cessons de le répéter depuis le 19 juillet, c'est normal ! Pivert, de son bureau de l'Hôtel Matignon ou Thorez, de sa succursale du Kremlin, essaient de faire croire aux ouvriers que le gouvernement peut agir en faveur des ouvriers espagnols, s'il le veut.

En réalité, le gouvernement capitaliste ne le peut pas. C'est pourquoi les ouvriers doivent prendre sur eux-mêmes, avec énergie, la question du soutien des ouvriers espagnols, y compris en munitions.

Les travailleurs toléreront-ils plus longtemps qu'on séquestre des camions de vivres et de vêtements pour l'Espagne ? Que soient bloqués à Marseille un entrepôt de vêtements et produits pharmaceutiques pour nos frères ?

Il est temps de réagir !

Boycottage des envois pour les rebelles ! Aide active aux ouvriers espagnols ! Ouvriers des usines, comme chez Brandt et chez Hotchkiss, contrôlez la production et les envois. Camarades Cheminots, constituez des Comités de soutien de la Révolution espagnole, pour convoyer et protéger les envois.

(Suite page 2)

### Pour la « Lutte Ouvrière »



A partir du premier numéro de décembre, nous sommes contraints de porter le prix de chaque exemplaire à 0 fr. 50.

Nous ne dissimulons pas nos difficultés matérielles. Elles ont entraîné des retards dans la parution, pour lesquels nous nous excusons.

Mais il faut que tous nos lecteurs qui réalisent l'importance de la parution du seul journal révolutionnaire, qui dit ce qui est, qui donne les mots d'ordre du bolchevisme de Lénine et de Trotsky, se mobilisent autour de notre journal.

Chaque lecteur doit devenir un abonné.

Chaque lecteur doit devenir un souscripteur.

Vendez la « Lutte Ouvrière » à la sortie des usines !

Faites des souscriptions et des abonnements autour de vous !

### Le suicide de Salengro

Complètement démoralisé par la faillite de l'expérience de collaboration de classes, empoisonné dans le sens le plus concret du terme, par les tonnes de pourriture par quoi la presse fasciste et capitaliste a coutume de remercier les réformistes pour leur esprit de conciliation et leur patriotisme, Roger Salengro n'a choisi qu'une seule solution : LE SUICIDE.

Aux masses ouvrières socialistes et communistes, qu'un ouragan de colère et de dégoût soulève contre la pourriture capitaliste et les assassins fascistes, nous citons :

LE SUICIDE N'EST QUE LA FORME DRAMATIQUE DE LA CAPITULATION. ASSEZ DE CAPITULATIONS ! Il faut imposer LA REQUISITION INTEGRALE DE LA PRESSE POURRIE AU PROFIT DES TRAVAILLEURS DU LIVRE-PAPIER. IL FAUT SE DEBARRASSER PAR LA MILICE OUVRIERE DES ASSASSINS FASCISTES.

Du calme ! nous disent ceux qui même devant le cadavre de leurs amis n'apprennent rien !

Plus que jamais nous vous disons : « Organisation de l'action directe de classe ! De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace ! »

### Saint-Chamas...

Etape de la préparation à la guerre impérialiste

54 MORTS

200 BLESSES

Dans ses poudreries et ses arsenaux l'Impérialisme français prépare la guerre avec le sang et la sueur des ouvriers.

La catastrophe de Saint-Chamas vient de l'illustrer d'une manière tragique.

Pour les familles ouvrières en deuil, « La Lutte Ouvrière » demande réparation intégrale.

Pour les ouvriers, l'application du contrôle ouvrier et les délégués à la sécurité, avec pouvoirs renforcés.



# LA LUTTE INTERNATIONALE

## LA LUTTE INTERNATIONALE LE REGIME D'AUTORITE EN BELGIQUE

La social-démocratie belge continue à soutenir le gouvernement Van Zeeland, qui couvre la préparation d'un fascisme catholique, exististe ou non. Van Zeeland multiplie les discours « apaisants ». Mais les faits sont là.

Le 16 novembre, il déclarait : « Quelles sont les causes qui amènent la dictature ? Il y a trois causes : la crise, la perte de confiance dans toutes les classes de la société, la création des milices privées. Or rien de tout cela n'existe en Belgique... »

En réalité, le régime progresse. Il travaille avant tout à pénétrer la classe ouvrière, et le P.O.B. l'en empêche autant que possible. Notre parti frère de Belgique a commencé une large action contre Rex, surtout dans le Borinage, en appelant à l'organisation des milices, et à la grève générale. Les stalinistes belges se bornent à demander l'organisation d'un Front populaire.

## LE PACTE ALLEMAND-JAPONAIS CONTRE LA RUSSIE

On parle à nouveau d'un pacte entre l'Allemagne et le Japon contre la Russie. Virtuellement, ce pacte existe depuis qu'Hitler est au pouvoir. Le Japon poursuit son offensive contre la Mongolie, et les opérations préliminaires de la guerre mondiale sont suivies attentivement par l'Allemagne.

Mais en Chine, le mouvement révolutionnaire est stagnant. Les stalinistes, là aussi, essayent de mettre debout un Front populaire, en unissant leurs forces avec le Kuomintang contre le Japon.

## HITLER ET LE TRAITE DE VERSAILLES

Le capitalisme allemand (Hitler) dénonce les clauses du Traité de Versailles relative à la navigation des fleuves allemands. Autrement dit, il poursuit sa politique de réarmement pour la guerre.

Contre ce danger, ce n'est pas la « mobilisation » de la France qui peut quelque chose. L'Humanité, l'Œuvre et autres journaux demandent une « attitude énergique ». Ou bien ce sont des mots, ou cela signifie qu'il faut riposter, comme Poincaré riposta en 1923 en occupant la Ruhr, au nom de l'impérialisme français.

A cette tactique chauvine, nous opposons celle du développement de la révolution espagnole, seul moyen de briser les plans de guerre du capitalisme allemand, anglais ou français.

André Gide, louangé et adulé par les stalinistes parce qu'il s'était rallié à la cause de l'U. R. S. S. (et non à celle de la révolution internationale), revient maintenant d'un voyage en U. R. S. S. Il livre au public ses impressions dans un petit livre : **Retour de l'U. R. S. S.**, qui marquera une date dans l'évolution des milieux intellectuels vis-à-vis du stalinisme. Et, bien que le livre ne fasse pas allusion au Procès de Moscou, on ne peut douter que celui-ci y soit pour quelque chose.

Sans doute, il serait vain de demander à un écrivain comme André Gide, une analyse ou des conclusions systématiques. Son témoignage, entièrement libre de toute discipline idéologique, n'en est que plus précieux. Et l'on peut dire que son **Retour de l'U. R. S. S.** constitue un merveilleux petit complément psychologique de l'ouvrage fondamental de Trotsky : **La Révolution trahie**.

Dans une série de notations, Gide fait sentir avec justesse tout ce qu'il y a en U. R. S. S. de progrès sur le capitalisme occidental ; quel effort gigantesque, matériel et culturel, signifie la révolution d'Octobre pour tirer de la barbarie les peuples de la Russie. Mais il ne cache pas la vérité : ce progrès est en train de se retourner contre le prolétariat, dominé par une bureaucratie d'Etat, et enserré dans ses frontières nationales. Gide se rend-il compte que les nouveaux progrès de l'U. R. S. S. sont liés au développement de la révolution socialiste européenne, à la destruction de la bureaucratie d'Etat russe ?

Dans son avant-propos, il écrit :

« ... Il y a des choses plus importantes à mes yeux que moi-même ; plus importantes que l'U. R. S. S. : c'est l'humanité, c'est son destin, c'est sa culture.

« Mais n'étais-je trompé tout d'abord ? Ceux qui ont suivi l'évolution de l'U. R. S. S. depuis sa peine un peu plus d'un an, diront si c'est

# EN ESPAGNE

## (Suite de la première page) LA SITUATION MILITAIRE 17 novembre.

A Madrid, après huit jours de combats, Franco n'a pas avancé d'un pouce. Les milices de Madrid sont mieux approvisionnées en munitions, et les renforts catalans ont été appréciables.

Mais il ne faut pas perdre de vue que l'éloignement réel du danger fasciste ne pourrait provenir que d'un écrasement complet des forces marocaines et de son matériel. Or, Hitler et Mussolini continuent sans relâche leurs envois. Par conséquent, le commandement militaire ne trouvera le salut que dans une opération stratégique offensive. Mais peut-il la mener ? C'est douteux, car le haut commandement est entièrement petit-bourgeois et libéral, et le Comité National de Défense est dominé par lui.

## 18 NOVEMBRE

Malgré l'héroïsme des miliciens, la supériorité en matériel des troupes de Franco a permis une avance des Marocains dans Madrid. La lutte décisive pour Madrid est en cours. Malgré un bombardement inouï, les miliciens ouvriers défendent avec courage leur classe, leur avenir. Répétons-le : même Madrid conquise, la Révolution peut vaincre, si elle se débarrasse des Azana, Companys et Cie, qui préchent le compromis et le maintien à tout prix du régime capitaliste.

## QUEL JEU MENE L'U. R. S. S. EN ESPAGNE ?

Nous avons déjà expliqué notre attitude vis-à-vis de la politique actuelle de l'U. R. S. S. en Espagne : il faut prendre les armes qu'elle envoie (si elle en envoie), mais exiger leur remise entre les mains des milices, et leur contrôle par les ouvriers eux-mêmes.

Or, des indices de plus en plus nombreux, montrent que l'U. R. S. S., de connivence avec les stalinistes espagnols, prépare des positions armées contre le prolétariat, au nom de la défense de la démocratie bourgeoise capitaliste.

1) Les stalinistes constituent à l'arrière des colonnes composées d'éléments émigrés, armés, prêts à faire respecter la propriété bourgeoise ;

2) Les stalinistes accentuent leur offensive contre le P. O. U. M., accusé de trotskysme. Sous leur pression, le journal du P. O. U. M. de Madrid vient d'être interdit par le gouvernement, et nous dénonçons ici cette attitude criminelle.

3) Les armes et moyens techniques restent entre les mains d'éléments bourgeois et stalinistes.

4) Les stalinistes accentuent leurs attaques contre les anarchistes, en pro-

fitant de l'absence de conception sérieuse de la C. N. T. dans la question du pouvoir et de l'Etat.

## IL FAUT AIDER NOS CAMARADES ESPAGNOLS

Nous faisons à nouveau un appel à tous nos amis en faveur de la lutte prolétarienne en Espagne. Les colonnes internationales du P. O. U. M. sont en voie de réorganisation. Chaque jour de nouveaux militants demandent à y être engagés, et nous devons faire l'effort nécessaire pour y parvenir.

Prochainement, nous donnerons des indications plus précises pour l'envoi du matériel. Mais dès à présent nous demandons à tous de reprendre avec énergie la souscription ! Collez et envoyez les fonds au C. C. postal de La Lutte Ouvrière.

## L'indépendance du Maroc

## Blum assassine les ouvriers d'Espagne

Cette dernière semaine de luttes acharnées autour de Madrid a donné une démonstration éclatante de ce que nous ne cessons de répéter : l'élément militaire numériquement le plus important des troupes de Franco est constitué par des troupes marocaines. Toujours le même silence de la part du gouvernement et des organisations ouvrières espagnoles en ce qui concerne le Maroc.

Cependant, de source sûre, nous savons que des éléments très importants du mouvement nationaliste arabe sont favorables au « Front populaire ». Nous savons que certains d'entre eux sont entrés en contact avec les organisations ouvrières catalanes.

Nous savons que tous les syndicats et tous les partis catalans ont signé un accord dont l'objet est l'indépendance de la zone d'influence espagnole au Maroc.

Nous savons, d'autre part, que Madrid refuse.

Pour quelle raison, sous quelle influence ?

Le gouvernement Blum, protagoniste de la « neutralité », qui a tout dernièrement encore refusé d'accorder les libertés démocratiques les plus élémentaires au Maroc, s'oppose à ce que le gouvernement espagnol fasse aucune déclaration d'indépendance.

Ces faits ne nous étonnent point. C'est dans la ligne politique de Blum. En cela il continue à défendre les intérêts de classe de la bourgeoisie.

Nous publierons, la semaine prochaine, le traité concernant la question de l'autonomie du Maroc, que les gouvernements de Front populaire ont rejeté.

# Pour le contre-procès de Moscou Adler répond à Dimitrov

Le supplément des Informations Internationales (20 octobre), de l'U. O. S. publie une importante brochure de Fritz Adler sur « Le Procès de Moscou, Procès en Sorcellerie ».

On peut regretter qu'il ne se soit trouvé aucun organe socialiste pour donner connaissance à la classe ouvrière française, alors que les discours et injures variées des chefs de l'U. C. sont abondamment publiés dans l'Humanité.

Nous reproduisons, ci-dessous, le paragraphe qui a trait au fameux voyage de Trotsky à Copenhague :

La brochure du Commissariat du Peuple à la Justice de l'U. R. S. S. compte 183 pages. Mais malgré son volume relativement considérable, ce rapport est malheureusement loin d'être un procès-verbal sténographique, et se prête à bien des doutes. Mais le pis, c'est ce qui a trait à la défense des accusés. Le réquisitoire du procureur Wichinsky qui prit plus de quatre heures, est reproduit textuellement et s'étend sur 49 pages. Cependant, pour les déclarations de tous les accusés ensemble, auxquelles furent consacrées trois séances entières du tribunal, la brochure ne réserve que dix pages, alors qu'il en aurait fallu au moins dix-sept fois autant si les déclarations des accusés avaient été reproduites d'une façon aussi détaillée que le réquisitoire du procureur. Des documents importants et qui auraient peut-être permis au lecteur de faire des constatations importantes en ce qui concerne la véacité des « aveux » des accusés manquent. C'est ainsi que des conclusions de l'accusé Goltzman (appelé Holtzman dans la traduction anglaise de la brochure), nous n'apprenons que les trois lignes suivantes :

« Ici, sur le banc des accusés, se trouve à côté de moi une bande d'assassins et non seulement d'assassins, mais d'assassins fascistes. Je ne demande aucun ménagement. » (Page 174.)

Il aurait pourtant été important de connaître des passages plus longs de ces conclusions de Goltzman, car c'est dans ces « aveux » fort importants que se trouve l'une de ces « fautes de mise en scène » que l'on peut démontrer de la façon la plus complète.

Goltzman est un accusé très important. L'acte d'accusation et le compte rendu de son interrogatoire relatent à son sujet ce qui suit (page 98) :

« En 1932, il reçut de Trotsky en personne la directive de préparer des actes terroristes contre les dirigeants du Parti communiste de l'U. R. S. S. et du gouvernement soviétique. »

Dans son interrogatoire, Goltzman expose comment il rencontra Sedov, le fils de Trotsky, et il raconte comment ce dernier le mena chez Trotsky, à Copenhague. Ce serait à cette rencontre que Léon Trotsky lui aurait dit, « carrément que la tâche principale actuellement (c'est-à-dire en automne 1932), c'était d'assassiner le camarade Staline » (p. 101). Or, dans cet « aveu » décisif de Goltzman, il est dit textuellement (p. 100) :

« Je convins avec Sedov que dans deux ou trois jours j'arriverais à Copenhague, que je m'y arrêtera à l'Hôtel Bristol, et que c'est là que nous nous rencontrerions. De la gare, je me suis rendu directement à l'hôtel et j'ai trouvé Sedov dans le hall. A peu près à 10 heures du matin, nous arrivâmes chez Trotsky... »

Cet hôtel « Bristol » dans lequel Goltzman avoue avoir rencontré le fils de Trotsky en 1932 est, en effet, mentionné dans le Baedeker (Guide de voyages) d'avant-guerre, traitant du Danemark ; parmi les hôtels de Copenhague, il y prend la première place. Mais il n'existe plus dans les guides d'après-guerre, cet hôtel ayant été démoli en 1917 et n'ayant pas été reconstruit depuis.

Ce fait insignifiant qui jette une lumière crue sur les « aveux » et leur bien-fondé, ne fut découvert qu'au moment où Goltzman avait déjà été fusillé sans avoir eu l'occasion d'interjeter appel.

Mais la portée des « aveux » de Goltzman, dont la fausseté peut être prouvée, est encore bien plus étendue : Sedov, le fils de Trotsky, que Goltzman dit avoir rencontré au « hall » de l'hôtel Bristol et qui l'aurait mené au domicile de Trotsky à Copenhague, peut prouver de façon convaincante qu'à l'époque où Trotsky séjourna à Copenhague, il n'a jamais été dans cette ville. La vérité est même bien plus frappante encore : *Jamais de sa vie Sedov n'a été à Copenhague !*

F. ADLER.

« L'Humanité et la Sûreté Générale se taisent »

« L'Humanité » se tait. La Sûreté générale se tait. Nous répétons donc notre question : L'agent de l'Etat-Major et de l'Archevêché, de Kérillis, a écrit que « la liaison des trotskystes français avec la Gestapo de Hitler étaient aussi connues du ministère de l'Intérieur que du ministère de la Guerre ».

QUE REPONDREZ-VOUS AUX ALLEGATIONS des journaux l'Humanité et l'Echo de Paris ?

Quant à l'Humanité, elle est trop embarrassée par les accusations du LIVRE ROUGE pour parler. Messieurs les agents de la police russe n'ont pas encore dicté leurs ordres.

MAIS LA CLASSE OUVRIERE JUGE DEJA.

# EUX ET NOUS

À TRAVERS LA PRESSE

## POUR LES MILICES OUVRIERES

Le Libérateur du 13 novembre, parlant des luttes grévistes, écrit :

Mais pour que cette révolte se transforme en lutte efficace, il faut que les ouvriers puissent se défendre, il faut commencer immédiatement la création des milices ouvrières à l'intérieur des usines pour répondre aux provocations fascistes, aux syndicats professionnels, cette dernière création patronale. Cette milice doit grouper des militants révolutionnaires de toutes tendances, elle doit se préparer à répondre efficacement à des coups de force fascistes, organisés par le patronat. Mais il faut faire vite, il n'est que temps.

D'accord ! Mais pour cela il est nécessaire de s'organiser, et de concentrer les forces. Nous proposerons à nouveau aux camarades anarchistes l'action dans ce but, comme l'ont réalisée les ouvriers espagnols.

SUR LE PROCES DE MOCOU

Le Temps du 11 novembre publie une correspondance de Moscou qui déclare, à propos des procès en préparation :

Les autorités « ne démentent pas, mais ne confirment pas non plus » qu'un grand procès se prépare, comme suite à celui du mois d'août. On peut donc supposer que, dans quelques jours, elles annonceront qu'il aura lieu ou qu'il a eu lieu. Car il est infiniment peu probable qu'il soit public. L'expérience d'août ne sera pas recommencée. Jugé déconcertant par la majorité de la presse européenne, sévèrement apprécié par l'opinion socialiste et syndicaliste internationale, le procès Zinoviev-Kamenov a suscité la joie de certains organes d'émigrés blancs qui jubilent de voir les bolcheviks s'entre-tuer.

C'est l'aveu implicite de tous les mensonges qu'a dénoncé notre Livre Rouge.

# André Gide dénonce le stalinisme et affirme sa foi dans la cause du Prolétariat Mondial

moi qui ai changé ou si ce n'est pas l'U. R. S. S. Et par U. R. S. S., j'entends celui qui la dirige. »

Mais donnons quelques extraits significatifs du livre, avant d'y revenir en détail comme nous le ferons plus tard.

« Cet état d'esprit petit-bourgeois qui, je le crains, tend à se développer là-bas, est, à mes yeux, profondément et foncièrement contre-révolutionnaire.

« Mais ce qu'on appelle « contre-révolutionnaire » en U. R. S. S. aujourd'hui, ce n'est pas du tout cela. C'est même à peu près le contraire.

« L'esprit que l'on considère comme « contre-révolutionnaire » aujourd'hui, c'est ce même esprit révolutionnaire, ce ferment qui d'abord fit éclater les douves à demi-pourries du vieux monde tsariste. On aimerait pouvoir penser qu'un débordant amour des hommes, ou tout au moins un impérieux besoin de justice emplît les cœurs. Mais une fois la révolution accomplie, triomphante, stabilisée, il n'est plus question de cela, et de tels sentiments, qui d'abord animaient les premiers révolutionnaires, deviennent encombrants, gênants comme ce qui a cessé de servir. Je les compare, ces sentiments, à ces états, grâce auxquels on élève une arche, mais qu'on enlève après que la nef de bois est posée. Maintenant que la révolution a triomphé, maintenant qu'elle se stabilise et s'approprie,

qu'elle pactise, et certains diront : s'assagit, ceux que ce ferment révolutionnaire anime encore et qui considèrent comme compromissions toutes ces concessions successives, ceux-là gênent et sont honnis, supprimés.

« Alors ne vaudrait-il pas mieux plutôt que de jouer sur les mots, reconnaître que l'esprit révolutionnaire (et même simplement : l'esprit critique) n'est plus de mise, qu'il n'en faut plus ? Ce que l'on demande à présent, c'est l'acceptation, le conformisme. Ce que l'on veut et exige, c'est une approbation de tout ce qui se fait en U. R. S. S. ; ce que l'on cherche à obtenir, c'est que cette approbation ne soit pas résignée, mais sincère, mais enthousiaste même. Le plus étonnant, c'est qu'on y parvienne. D'autre part, la moindre protestation, la moindre critique est possible des pires peines, et du reste, aussitôt étouffée. Et je doute qu'en aucun autre pays aujourd'hui, fût-ce dans l'Allemagne de Hitler, l'esprit soit moins libre, plus courbé, plus craintif (terrorisé), plus vassalisé.

« L'effigie de Staline se rencontre partout, son nom est sur toutes les bouches, sa louange revient immanquablement dans tous les discours. Particulièrement en Géorgie, je n'ai pu entrer dans une chambre habitée, fût-ce la plus humble, la plus sordide, sans y remarquer un portrait de Staline accroché au mur, à l'en-

droit sans doute où se trouvait autrefois Pécou. Adoration, amour ou crainte, je ne sais ; toujours et partout il est là.

« Sur la route de Tiflis à Batoum, nous traversons Gori, la petite ville où naquit Staline. J'ai pensé qu'il serait sans doute courtois de lui envoyer un message, en réponse à l'accueil de l'U. R. S. S. où, partout nous avons été acclamés, festoyés, choyés. Je ne trouverai jamais meilleure occasion. Je fais arrêter l'auto devant la poste et tends le texte d'une dépêche. Elle dit à peu près : « En passant à Gori au cours de notre merveilleux voyage, j'éprouve le besoin cordial de vous adresser... » Mais ici, le traducteur s'arrête : Je ne puis point parler ainsi. Le « vous » ne suffit point, lorsque ce « vous » c'est Staline. Cela n'est point décent. Il y faut ajouter quelque chose. Et comme je me manifeste certaine stupéur, on se consulte. On me propose : « Vous, chef des travailleurs », ou « maître des peuples » ou... je ne sais plus quoi (1). Je trouve cela absurde ; proteste que Staline est au-dessus de ces flatteries. Je me débats en vain. Rien à faire. On n'acceptera ma dépêche que si je consens au rajouté. Et, comme il s'agit d'une traduction que je ne suis pas à même de contrôler, je me soumetts de guerre lasse, mais en déclarant toute responsabilité et songeant avec tristesse que tout cela contribue à mettre entre Staline et le peuple une effroyable, une infranchissable distance. Et comme déjà

j'avais pu constater de semblables retouches et « mises au point » dans les traductions de diverses allocutions que j'avais été amené à prononcer en U. R. S. S., je déclarai aussitôt que je ne reconnaîtrai comme mien aucun texte de moi paru en russe durant mon séjour et que je le dirais. Voici qui est fait.

« Sur l'air de divergence de l'idéal premier, voici qui ne peut être mis en doute. Mais devons-nous mettre en doute, du même coup, que ce qu'on voulait d'abord fût aussitôt possible, y a-t-il faillite ? ou opportune et indiscutable accommodation d'imprévues difficultés ?

« Ce passage de la « mystique » à la « politique » entraîne-t-il fatalement une dégradation ? Car il n'est agité plus ici de théorie ; on est dans le domaine pratique ; il faut compter avec le menschliches, allzumenschliches — et compter avec l'ennemi.

« Quantité de résolutions de Staline sont prises, et ces derniers temps presque toutes, en fonction de l'Allemagne et dictées par la peur qu'on en a. Cette restauration progressive de la famille, de la propriété privée, de l'héritage trouvent une valable explication : il importe de donner au citoyen soviétique le sentiment qu'il a quelque bien personnel à défendre. Mais c'est ainsi que, progressivement, l'impulsion première s'engourdit, se perd, que le

regard cesse de se diriger à l'avant. Et l'on me dira que cela est nécessaire, urgent, car une attaque de flanc risque de ruiner l'entreprise. Mais d'accommodement en accommodement, l'entreprise se compromise.

« Une autre crainte, celle du « trotskisme » et de ce qu'on appelle aujourd'hui là-bas « l'esprit de contre-révolution. Car certains se refusent à penser que cette transigeance fût nécessaire ; tous ces accommodements leur paraissent autant de défaites. Que la déviation des directives premières trouve des explications, des excuses, il se peut ; cette déviation seule importe à leurs yeux. Mais, aujourd'hui, c'est l'esprit de soumission, le conformisme qu'on exige. Seront considérés comme « trotskistes » tous ceux qui ne se déclarent pas satisfaits. De sorte que l'on vient à se demander si Lénine lui-même, reviendrait-il sur la terre aujourd'hui... ?

« Que Staline ait toujours raison, cela revient à dire : que Staline a raison de tout.

« Dictature du prolétariat, nous promettrait-on. Nous sommes loin de compte. Oui, dictature, évidemment ; mais celle d'un homme, non plus celle des prolétaires unis, des Soviets. Il importe de ne point se leurrer, et force est de reconnaître tout net : ce n'est point là ce qu'on voulait. Un pas de plus et nous dirions même : c'est exactement ceci que l'on ne voulait pas. »

André GIDE.

(1) J'ai l'air d'inventer, n'est-ce pas ? Non, hélas ! Et que l'on ne vienne pas trop me dire que nous avions affaire en l'occurrence à quelque subalterne stupide et zélé maladroite. Non, nous avions avec nous, prenant part à la discussion, plusieurs personnages suffisamment haut placés et, en tout cas, parfaitement au courant des « usages ».

# LES LUTTES OUVRIÈRES

## Avant le Congrès de la Métallurgie

(Suite de la première page)

ce, les banques de spéculation, a été acceptée par les parlementaires du Front Populaire — y compris ceux du Parti « Communiste » — et par les dirigeants de la C.G.T. Pourtant cette opération financière du grand capital provoque la vie chère.

La semaine de 40 heures et son application sont inséparables de la revendication de l'échelle mobile à l'aide d'indices du coût de la vie établis par les syndicats et à condition que les ouvriers, surtout les ménagères, exercent une surveillance des prix.

Mais le patronat, propriétaire des moyens de production, même une politique active pour défendre ses privilèges sociaux. Non-application des contrats ou violation, répression contre les militants ouvriers les meilleurs, refus des commandes qui provoque une plus grande désorganisation de l'économie en vue de démoraliser les classes moyennes, les petites gens, et leur faire perdre confiance dans la classe ouvrière.

Le patronat ne recule devant aucun moyen pour vaincre. Et vaincre, pour lui, cela veut dire, en définitive, instaurer le fascisme.

Ainsi se démontre et se met à nu le caractère de la situation actuelle : les propres tenants du régime sont décidés à rejeter sa coquille « démocratique » pour maintenir leurs privilèges, les dirigeants bourgeois sont incapables d'assurer le bien-être des masses et celles-ci ne trouvent aucune issue à leurs revendications essentielles dans le régime capitaliste.

### LES NATIONALISATIONS

Le caractère profond de cette crise qui ébranle le système capitaliste de production, provoque des solutions diverses.

Les dirigeants fédéraux des Métaux préconisent les grands travaux et entre autres les « nationalisations industrielles » pour « apporter dans le cadre du système actuel, par des transformations radicales, une amélioration rapide de la situation ». Maintien du statu quo capitaliste, nous-nous écrit au début de cet article, c'est bien vrai.

Pourrait l'expérience de la « nationalisation » des industries de guerre, toute récente, permet d'affirmer, à elle seule, que jamais les métallurgistes n'ont pensé, en réclamant cette nationalisation, que cette mesure aboutirait à donner quelques millions de francs aux actionnaires. Les camarades de la métallurgie ne pensaient pas que la « nationalisation », « dans le cadre du système actuel », signifiait en somme son renforcement du pouvoir capitaliste.

Cette expérience — qui s'ajoute à de nombreuses expériences dans d'autres pays — permet de dire que les nationalisations posent le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Et, en définitive, la question posée par la situation n'est pas, comme le voudraient les dirigeants fédéraux, maintien du statu-quo, mais bien fascisme ou socialisme.

Les métallurgistes doivent lutter pour l'organisation socialiste de la production.

### LE CONTROLE OUVRIER

Les revendications essentielles, toutes les mesures préconisées par l'organisation syndicale, exigent que les ouvriers exercent leur propre contrôle sur la production. Depuis l'embauche jusqu'au problème de la gestion de l'usine, voilà le champ de l'exercice du Contrôle ouvrier sur la production.

La seule forme efficace de lutte gréviste, l'occupation des usines et l'exercice du contrôle ouvrier posent le problème de la gestion des entreprises par les ouvriers eux-mêmes et aussi.

### LA MILICE

Notre Lutte Ouvrière a montré le danger d'agissements comme ceux de bandes fascistes armées introduites par le patron, à l'usine Suchard, chocolaterie du 11<sup>e</sup> arrondissement. Les métallurgistes sauront tirer la leçon de ces faits.

C'est aux ouvriers eux-mêmes à organiser leur propre sécurité, leur défense physique. La constitution par usine, de groupes de défense, devient une nécessité impérieuse.

Actuellement, les patrons cherchent également à implanter leurs syndicats professionnels pour diviser les ouvriers et préparer la base corporative du fascisme. La lutte physique contre leurs militants est un devoir, sans quoi les syndicats

professionnels risquent de se développer ; surtout grâce aux directions syndicales de la C. G. T. qui freinent la lutte et ne l'unifient pas par une préparation minutieuse d'une grande offensive.

### CONCLUSION

Voyez, camarades métallurgistes, nous avons repris ensemble le plan du rapport sur l'action fédérale publié dans l'Union des Métaux du mois d'octobre, et nous arrivons à cette conclusion que la politique des dirigeants de la Fédération même à l'affaiblissement des possibilités de lutte de la métallurgie et conduit, en définitive, à l'aventure.

Aux métallurgistes d'avoir toujours présents à l'esprit cette phrase du manifeste communiste de Marx : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Notre Parti Ouvrier International est à leurs côtés pour la mettre en pratique.

## La Fédération des Techniciens a tenu son premier Congrès

Nous avons rapporté dans notre dernier numéro les résolutions prises le dimanche 8 novembre par les délégués du Syndicat des Techniciens de la Métallurgie de la Région Parisienne. Dimanche dernier, 15 novembre, s'est tenu le Congrès fédéral des Syndicats de Techniciens et Employés d'Industrie de France, représentant 50.000 syndiqués et 53 syndicats.

La position des syndicats parisiens a nettement donné aux débats leur orientation. La province, dans l'ensemble, s'est montrée plus réticente et a manifesté une attitude exprimant plus directement l'hésitation des classes moyennes en l'absence d'une direction ferme. Aussi certains délégués ont-ils ouvertement préconisé la capitulation devant Johaux-Racamond. A la fin, l'arbitrage obligatoire, qui avait été la question-clé du débat, fut repoussé par 2.343 mandats contre 642 et 35 abstentions.

La Résolution adoptée a été rédigée sur la base de celle des métallurgistes de la Région Parisienne. Mais on y a supprimé les critiques tournées à l'action du Bureau Confédéral et du gouvernement de Front populaire.

Il faut, certes, regretter que la position prise par la Fédération n'ait pas été plus nette. Il faut aussi regretter que même dans la résolution des techniciens de la Métallurgie, le problème de la lutte contre le fascisme et plus précisément de la défense ouvrière, des milices ouvrières, n'ait pas été abordé. Mais même ainsi, la Fédération des Techniciens n'en est pas moins en butte aux attaques de la bureaucratie et victime de la conspiration du silence. Si nous estimons qu'elle peut encore, et doit préciser sa pensée, nous devons néanmoins reconnaître qu'elle a fait un effort considérable et qu'elle se place ainsi à la tête du mouvement révolutionnaire dans les syndicats.

### Au Congrès des chômeurs

Nous reviendrons la semaine prochaine plus en détail sur le Congrès des Chômeurs.

Dés maintenant, soulignons que les délégués, malgré les manœuvres bureaucratiques, ont affirmé une orientation plus radicale que le Comité national. En particulier, sur la question de l'exonération du loyer pour les chômeurs.

Malheureusement, la bureaucratie a tout fait pour étouffer la voix révolutionnaire.

Le délégué du Comité de Colombes, qui devait développer une motion de lutte de classes, s'est vu interdire la parole.

Les chômeurs vont-ils accepter ce que ceux qui entendent leur montrer la seule voie du succès de leur action de masses soient ainsi brimés par la bureaucratie de Staline ?

### Nous signalons...

#### UN TRAITE!

Lorient. — Le Conseiller municipal S. F. I. O. Pabic, patron coiffeur et bistrof, a monté un syndicat patronal pour lutter contre les revendications prolétariennes.

Les travailleurs jugeront.

J. MIROL.

## Dans les entreprises

Chez Panhard-Levassor

La direction propose 26 heures de travail par semaine pour les ouvriers et exige que 150 soient licenciés.

En ce qui concerne les techniciens, elle demande le licenciement de 93. M. Packellin, directeur technique, est le chien particulièrement féroce du patron, et maintient avec intranquillité ces propositions de famine.

Les ouvriers répondent en proposant 30 heures par semaine minimum, pas de licenciements, et 32 pour les techniciens et pas de licenciements.

Ce matin mardi, les usines ont été rouvertes. Il a fallu former les piquets de grève. Devant la porte se trouvait une équipe fasciste pour faire la police de la direction et provoquer.

Blum et Dormoy ont reçu une délégation et ont vainement tenté de lui faire accepter l'intervention de la police. Ils ont avoué leur impuissance.

Il n'y a pas plus qu'une seule voie : Préparer à l'occasion du Congrès de la Métallurgie, l'unification des luttes pour une occupation de masse, pour imposer au patronat l'application des 40 heures, le réajustement des salaires, pas de licenciements, et le contrôle ouvrier.

### LE BATIMENT DANS LA LUTTE

La démonstration du vendredi 13 novembre a montré que l'esprit de lutte tient toujours dans le Bâtiment. Soixante mille gars, malgré l'intimidation patronale, ont signifié par leur attitude énergique qu'ils étaient de nouveaux prêts à passer à l'action.

Malgré les promesses gouvernementales, les patrons ont, le lendemain, partiellement débauché, en particulier dans le second-œuvre, c'est-à-dire les corporations les moins combattives.

Les syndicats des corporations visées se sont trouvés de ce fait dans l'obligation d'engager la lutte : la reprise du travail pour tout le monde ou la grève dans l'entreprise ou le chantier.

Certains responsables du gros-œuvre paraissent se désintéresser de la situation faite dans le second-œuvre. La Région Fédérale commettrait un erreur de croire que les ouvriers de ces corporations veulent subir le sort douloureux qui est fait depuis un mois à nos camarades électriciens.

Il faut que sur chaque chantier où une corporation a été dans l'obligation, devant la provocation patronale, de partir en grève, elle soit suivie par toutes les autres corporations. Exemple : du chantier de l'Opéra.

Il faut que chacune de ces corporations élise ses délégués qui, à leur tour, devront former un comité intercorporatif du chantier.

Tous les chantiers en lutte devront être groupés dans un comité général de grève qui, du fait des hésitations de la Région Fédérale devant l'attaque de grand style du patronat, doit s'avérer présentement la seule forme organisationnelle vraiment conséquente pour les ouvriers du Bâtiment en lutte.

Ce sera aussi la préparation par la base du Congrès des délégués qui devra, avec les congrès des autres industries, organiser une riposte de grande envergure.

### A LEVREZY

A Levezey, on nous signale, dans la boîte Balteau, le renvoi d'un certain nombre d'ouvriers et embauche des chômeurs, à quelle condition ; l'action du délégué stalinien, elle est stalinienne, collaboration de classe.

Chez Lenoir, également à Levezey, le délégué stalinien fait une moyenne de 9 h. 1/2 par jour. Pendant ce temps, les chômeurs crévent de faim.

Lateau-Regnault, le délégué d'atelier, démissionne parce que, ayant reçu une gifle d'une ouvrière, commandée par qui ?

A Levezey encore (toujours les délégués staliniens, collaborateurs de classe, n'est-ce pas, Monsieur Léger ?) les manœuvriers font dix heures par jours et toujours les chômeurs attendent de l'ouvrage dans ces localités.

Le syndicat est assez puissant en nombre. Aussi certains militants voudraient bien que les syndicats s'occupent des syndiqués et non pas les prendre pour des cochons de payants. Ainsi, pour la nomination des délégués au Congrès des Métaux, ceux-ci n'ont pas été consultés ni pour ce Congrès, ni pour l'élection de leurs délégués. Les staliniens se sont nommés eux-mêmes. Il paraît qu'en trois semaines de temps, il était impossible de réunir les syndicats. Aussi voyons-nous le citoyen Pielot, conseil-

ler général, chômeur professionnel, être le représentant des exploités.

Camarades, n'acceptez pas une élection aussi scandaleuse ; exigez que ce soit vous qui nommiez vos représentants pour discuter vos intérêts.

### COSTES ET LES MILITANTS DE CHEZ RENAULT

Une boîte comme Renault a de l'importance pour le Congrès fédéral des Métaux. Aussi Costes s'occupe-t-il activement de faire adopter les rapports fédéraux par les ouvriers de chez Renault.

Mais ça ne marche pas tout seul. Des métallurgistes répliquent à Costes :

— On ne peut pas voter ton rapport. Nous ne sommes pas d'accord pour dire que c'est le gouvernement Blum qui nous a donné les conventions collectives. Vous y allez fort. Et nous ? Tu voudrais tout de même pas qu'on oublie les quinze jours de grève que nous avons fait ?

Et Costes, très embêté, s'en va sans faire de vote. Mais le Conseil Central Syndical de la Région parisienne a lieu dans huit jours, il faut tout de même dérocher ce vote.

Cette semaine, Costes va remettre ça. Aux métallurgistes de chez Renault à s'exprimer librement.

Un Métallo.

### LORIENT

L'attitude des chefs réformistes de la Bourse du Travail de Lorient a fait aboutir la lutte des ouvriers coiffeurs à un échec.

Nos camarades coiffeurs de Lorient, en application des accords Matignon, réclamaient, et avec juste raison, une augmentation de salaire variant de 12 à 15 %, suivant les différentes catégories.

Nos camarades réclamaient, en outre, une diminution des heures de travail de 60 heures par semaine à 52 heures, avec suppression du travail le dimanche matin.

Au lieu de commencer tous les matins à 7 h. 30 et finir à midi et recommencer à 13 h. 30 jusqu'à 19 h. 30, ils réclamaient ceci : Commencer à 8 h. 30 jusqu'à midi et de 14 heures à 19 heures.

Mais ils se sont heurtés non seulement à l'intranséquence patronale, mais aussi à l'hostilité des chefs réformistes qui ont tout fait pour empêcher la lutte des ouvriers contre les patrons.

Rubart, le chef réformiste, a aussitôt préconisé une position dite de « conciliation ». Au lieu de 52 heures, il fit pression sur les camarades pour l'adoption de 54 heures. Car, disait-il, les patrons seront bientôt obligés, par une loi, de faire appliquer les 52 heures.

Et pourtant les camarades étaient décidés à la lutte, mais devant ce dégonflage ils furent atterrés et ainsi certains ouvriers n'ont obtenu aucune augmentation de salaire. Mais pourtant le coût de la vie augmente et les soixante heures sont toujours appliquées.

Les ouvriers coiffeurs, trahis, sont dégoûtés de l'attitude des chefs réformistes, mais ils sont quand même prêts à lutter pour l'amélioration de leurs conditions d'existence et ils peuvent avoir l'assurance que, dans cette lutte ils auront l'appui total du P. O. I., seul parti qui lutte pour la classe ouvrière.

C. M.

## Avec les paysans

### Pour la révision des Baux à ferme !

Le maintien de ce mot d'ordre parmi les revendications paysannes soulève des objections de la part de camarades paysans qui continuent à croire aux vertus du Front Populaire.

— Le Gouvernement, disent-ils, a déjà montré qu'il entend rester fidèle à sa promesse de révalorisation des produits agricoles. Aussi le prix de nos produits montant à un niveau normal, les fermages se trouveront bientôt être à leur taux normal, les difficultés qui empêchaient le paysan de pouvoir payer son fermage n'existant plus. Maintenir ce mot d'ordre de révision des baux ne pourrait donc qu'entretenir un certain trouble rendant plus difficile la tâche du Gouvernement et profitant donc en dernier ressort aux propriétaires fonciers qui ont seuls intérêt à prolonger ces difficultés.

Nous disons, nous, que les paysans

## LA POLITIQUE SYNDICALE

### L'alliance avec les classes moyennes

Les classes moyennes, paysannerie laborieuse et petites gens des villes, ont leurs intérêts pas moins atteints que ceux de la classe ouvrière par la contre-offensive capitaliste.

Sous la pression des congrégations économiques et financières, les députés du Front populaire ont voté la dévaluation du franc. Pour soit-disant éviter le renversement du gouvernement Blum, les parlementaires même « communistes », ont accepté la politique financière du grand capital.

Léon Jouhaux, les autres membres du Bureau confédéral, des dirigeants de Fédération ont appuyé la mesure de la dévaluation.

Mais tous ces chefs du Front populaire savaient en même temps que l'opération aurait comme répercussion : la vie chère.

Pour provoquer, paraît-il, une reprise des affaires, ce sont les masses travailleuses qui doivent en faire les frais. L'augmentation du coût de la vie, voilà un des phénomènes sociaux qui montre la communauté des intérêts des ouvriers et des petites gens des villes et des campagnes.

Les ouvriers savent bien que l'augmentation des salaires n'a pas une répercussion aussi grande sur les prix.

Avec l'accentuation de la désorganisation économique provoquée par le patronat, la presse du grand capital cherche à créer le plus grand désarroi dans les rangs des classes moyennes, en même temps exploite les conflits ouvriers pour rejeter la

responsabilité de cette situation sur le prolétariat.

Est-ce que ces faits doivent entraîner cette conclusion : maintenant il s'agit d'éviter les luttes grévistes au maximum, d'effectuer un recul stratégique pour ne pas effrayer les classes moyennes, etc., etc... ? Tous arguments qu'emploient les dirigeants de la C. G. T., des Fédérations ouvrières, pour faire accepter aux ouvriers l'arbitrage obligatoire, la conciliation...

En réalité, cette conclusion exprime un recul devant l'offensive patronale et constitue un appui à la politique de la bourgeoisie qui pressure aussi les classes moyennes.

La politique syndicale de l'heure, c'est d'avoir une stratégie de la lutte gréviste, c'est-à-dire unifier les luttes, préparer une offensive ouvrière générale.

Chaque victoire ouvrière sur le patronat affaiblit d'autant la bourgeoisie et par conséquent constitue la meilleure défense des intérêts de la paysannerie, de la petite-bourgeoisie.

Les chefs radicaux sont aussi des bourgeois et c'est eux aussi qui sont atteints par les victoires ouvrières et c'est pourquoi ils « exigent » la cessation des grèves.

Pas de recul stratégique qui subordonne la politique ouvrière aux bourgeois chefs du Parti radical, mais offensive de classe généralisée, seul gage de l'alliance avec les masses exploitées des classes moyennes par la défaite de la bourgeoisie et de ceux qui la représentent, ennemis communs.

## A l'Usine et à la Caserne

### Luttons pour les Soldats

Un groupe de soldats du 511 régiment de Chars nous écrit :

Maintenant, au 1<sup>er</sup> bataillon, la nourriture est mauvaise (soupe aux oignons à trois repas sur quatre, pommes de terre de même avec bœuf (bouffe) plus ou moins râpé). De plus, pour de soi-disant fêtes on l'on mange un peu mieux, nous n'avons plus que les trois quarts d'un quart de vin.

Pendant les manœuvres, au camp de Mourmelon, la nourriture donnée aux réservistes était dégoûtante.

Il paraît que cela ne va durer que le temps de combler un déficit de 20.000 francs fait par une compagnie. Ne pourrait-on pas combler ce déficit en ne lavant pas les chars à l'essence ou au pétrole et en versant le bénéfice à la nourriture ?

Les Jeunesses catholiques se réunissent dans la salle des écoles, tous le mardi, avec une autorisation, mais si nous causons de quoique ce soit, nous sommes punis.

Une note a été communiquée aux commandants de compagnie, les priant de serrer les bleus, car ils ont participé aux grèves. On élève les bleus en leur disant que la guerre est pour le printemps prochain.

A Mourmelon, au mess des sous-officiers, Renaud, le gérant, emploie un grand nombre de soldats qu'il ne paie pas, au lieu de prendre des chômeurs.

A la 5<sup>e</sup> compagnie, le capitaine de Lavenne, fasciste noloire, a fait une collecte pour acheter un fanion.

Il n'a rendu aucun compte. Depuis quand les soldats achètent-ils leur drapeau ?

Nous revendiquons :

1<sup>o</sup> Réduction du service militaire, 30 jours de permission de détente par an, avec voyage payé, prêt à 1 franc ;

2<sup>o</sup> Amélioration et augmentation de la nourriture. Suppression des repas fantaisistes les jours de fête, suppression du boni, suppression des corvées de cuisine au 2<sup>e</sup> bataillon et aménagement d'un endroit pour laver les plats. Boisson chaude en permanence aux corps de garde l'hiver, boisson rafraîchissante l'été.

3<sup>o</sup> Suppression des brimades, en particulier au 1<sup>er</sup> bataillon où le capitaine Janin a décidé, de façon arbitraire, que tout homme puni de consigne aura 15 jours de suppression de permission ; tout homme puni de salle de police, 1 mois.

Quant aux punis de prison, ils devront lui demander une autorisation à lui-même, ce qui peut remonter, pour un homme puni de 60 jours de prison à 6 mois de suppression de permission ;

4<sup>o</sup> Liberté de lire la presse de gauche, alors que Le Jour, L'Ami du Peuple, L'Echo de Paris et tous les autres sont reçus à la caserne ;

5<sup>o</sup> Institution d'un cours d'illettrés sérieux (en avril dernier, il a été libéré des hommes qui ne savaient ni lire, ni écrire). C'est inadmissible en 1936, sous une République même bourgeoise.

exemple, dont l'exploitation est en quelque sorte une usine de produits agricoles, obtient proportionnellement un meilleur rendement et bien que le fermier breton qui pourtant peine bien plus sur sa terre, non pas seulement du fait de la nature du sol, mais aussi et surtout pour des causes matérielles, particulièrement d'outillage, qui l'infériorisent vis-à-vis de son puissant concurrent sur le marché.

Parce qu'ici encore le prix de la marchandise est fixé non pas d'après la peine de chacun, mais d'après la moyenne socialement nécessaire, tel même prix qui pour le gros agriculteur sera une source de bénéfice pourra en même temps ne pas suffire au petit paysan à couvrir ses frais d'exploitation.

Naturellement cela ne se règle pas dans le cadre d'un canton, mais en (Suite page 4)

# LA VIE DU PARTI

## Avec les paysans

### Pour la révision des Baux à terme!

fonction de la production mondiale, les différents pays étant économiquement plus ou moins solidaires, et cela provoque chez certains esprits bien intentionnés cette réflexion : « Etablissons en France un prix moyen et fermions la frontière en ne laissant rentrer que juste le strict nécessaire pour fournir le marché français, ainsi nous obtiendrions un prix plus élevé et partant plus rémunérateur pour le paysan. »

Si c'était aussi simple, j'y souscrirais de deux mains, mais voilà, il y a des complications. Je laisserai de côté la question des mesures équivalentes qui prendraient d'autres pays, cela se conçoit aisément. Reste « l'élevation artificielle » des cours des produits agricoles. Le résultat en serait d'une part l'élévation du coût de la vie à un degré nécessitant un rajustement des salaires, d'autre part par d'autres catégories de ces produits une surélévation des cours de ces matières premières. Deux raisons qui mettraient le capitalisme français en mauvaise posture vis-à-vis de ses concurrents sur le marché mondial. Par contre-coup, réduction de la production industrielle du fait de stocks invendables de par leurs prix, par conséquent aggravation du chômage, ce dont se moque bien le capitalisme, mais chacun comprend que messieurs les capitalistes ne se laisseront pas dépouiller des bénéfices que représente pour eux la liquidation de tels stocks.

Il y a donc opposition très nette entre intérêts capitalistes et intérêts des paysans. Faut-il alors, ainsi que le prétendent aussi démagogiquement les Dorgères et Renaud-Jean, réaliser un Front Paysan? Non, car ce serait une aggravation de la situation des paysans-travailleurs que de faire bloc avec les gros agrariens qui n'ont jamais salt leurs mains au contact du travail. Ceux-là aussi sont des capitalistes plus ou moins mêlés aux affaires industrielles, à la Banque ou à la Bourse. Le bloc qu'ils souhaitent leur permettrait simplement, par des promesses, de détourner l'attention du petit paysan pendant qu'ils l'égorgeraient, parce que l'aggravation du chômage, par ses répercussions sociales, entraînerait la ruine de nouvelles masses de paysans-travailleurs, parce que les demandes étant moins grandes sur le marché les prix baisseraient à nouveau rapidement jusqu'à un degré qui ne permettrait plus au petit paysan de tirer ses frais, tout en laissant encore au gros qui produit plus, et à meilleur compte, un bénéfice.

À la terre comme dans l'industrie il n'y a que deux grandes catégories : les capitalistes d'une part, ceux qui travaillent de l'autre côté. Seule l'union des paysans et ouvriers contre le capitalisme peut sauver les paysans comme les ouvriers.

Mais, dira-t-on encore, cette union peut se faire par une transformation pacifique de l'état de chose actuel par la démocratie. C'est ce que veut le Front Populaire, actuellement majoritaire au Parlement. Il s'agit seulement d'un peu de patience, de savoir attendre, car tout ne peut se faire en un jour. Tout ne peut se faire d'un coup, d'accord; cela ne veut cependant pas dire qu'il faut attendre jusqu'à la mort avant d'avoir satisfaction. Pour ce qui est de faire attendre, le Parlement pourri s'en charge plus que jamais, mais quant à donner satisfaction aux revendications des paysans, il ne le pourra jamais, car le capitalisme n'est pas décidé à se laisser faire et le seul moyen de vivre pacifiquement avec les nouveaux seigneurs est de ne rien faire qui puisse les contrarier. Les paysans s'en rendront vite compte, tout comme les ouvriers, et quand ils voudront obtenir quelque chose ils s'apercevront qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Actuellement, en face de toutes leurs difficultés, non seulement ne diminueront pas, mais iront au contraire en augmentant à mesure que vont s'aggraver les difficultés.

## Rectification

Dans l'article sur l'Espagne, paru dans La Lutte la semaine dernière (première page, colonne 6), on a sauté un passage du discours de Nin, ce qui ôte tout sens à la suite. Dans ce passage, Nin déclare que si le gouvernement catalan continue à s'écarter de la voie prolétarienne, le P. O. U. M. quittera le gouvernement.

généralistes et s'exaspèrent les antagonismes sociaux, les paysans-travailleurs, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, sont sans défense et le resteront tant qu'ils n'auront pas organisé leurs Conseils paysans en dehors de tout préjugé politique pour la sauvegarde de leurs intérêts. Le Conseil paysan seul est capable d'assurer par sa composition (tous les travailleurs de la terre sans distinction d'âge ou de sexe) la défense des paysans-travailleurs en toutes circonstances et en dehors des combinaisons des électoralistes de tous poils. Pour ce qui est des baux à ferme, n'est-il pas absurde de penser que les petits fermiers qui feront partie d'un Conseil paysan iront proposer des baux qui les désavantageraient au profit du propriétaire terrien? L'ouvrier agricole dont le sort est si misérable ne peut donc que trouver avantage à un taux de fermage qui assure au petit paysan plus de facilités de se tirer d'affaires, et par conséquent de mieux rémunérer son journalier.

Non, vouloir la révision des baux, ce n'est pas travailler contre le paysan, à une condition toutefois que le paysan cesse de faire confiance aux politiciennes de la Chambre des députés et du Sénat pour se défendre eux-mêmes.

Pour se sauver, un seul moyen pour tous les paysans-travailleurs : Conseil paysan!

A. BEHEL

Pour tous renseignements sur les Conseils paysans, comme pour les critiques, s'adresser à : Alain Béhel, 15, passage Dubail, Paris (10<sup>e</sup>).

## EN PROVINCE

### Toulon

Le Parti communiste nous dit : « Il faut mettre La Rocque, Doriot et autres en prison; qu'il faut prendre l'argent aux riches; il faut venir en aide et armer les prolétaires espagnols. »

Mais en fait : vous prouvez l'union de tous les Français, vous chantez la « Marseillaise » derrière le drapeau tricolore, que vous défilez fraternellement comme ce 11 novembre 1936 dans la même colonne que les C. d. F., les Doriotistes et autres factieux; Seillon, secrétaire du P. C. donne la main aux flics de la brigade politique de Toulon pour empêcher les jeunes prolétaires de manifester contre la guerre (et surtout des orphelins de guerre) leur disant ceci : « Je vous défends de chanter l'« Inter » et la « Jeune Garde », je vous défends de crier : « les Soviets partout ». Je vous ordonne de vous disperser. Les flics n'avaient pas d'autres paroles à la bouche et Seillon et Revest présents n'ont même pas dit un mot ni fait un geste lorsque les flics ont menacé d'emmener au poste et de les y corriger plusieurs copains qui protestaient contre cet arbitraire, car ces jeunes en manifestant ainsi vous prouvaient que, conscients de leur devoir de classe, ils ne sont pas bons pour faire les frais de la prochaine dernière. Ils sont pour le défaitisme révolutionnaire.

**Nouzouville**  
Réponse à « l'Exploité »  
Mécontent, parce que fidèles à notre tactique, nous avons dit ce qui est sur l'attitude capitalarde de Lareppe, lors de la venue du fasciste Doriot, l'Exploité nous prend à partir en nous traitant de doriotistes.

Nous sommes les seuls à nous opposer aux bandes doriotistes par la lutte physique, alors que Lareppe et Compagnie les laissent s'installer par leur capitulation.

Au surplus, la politique du « Front français », le chauvinisme exaspéré du P. C., la passivité, la réputation devant les radicaux, font en réalité le jeu des canailles du fascisme, Doriot et Compagnie.

« QUATRIÈME INTERNATIONALE » N° 1 octobre 1936.  
Contient tous les textes de la Conférence Internationale pour la IV<sup>e</sup> Internationale. (Juillet 1936).

N° 2. Paraîtra le 25 novembre : Les Etapes de La Révolution espagnole. Articles de Trotsky, sur le procès de Moscou, etc...  
Prix du numéro : 2 francs.  
Abonnement : 1 an, 20 francs; 6 mois, 10 francs; C. C. P. Naville, 1333-80, Paris.

Vendredi 27 novembre  
Réunion publique et contradictoire « Contre les deux ans », Café Duclot, carrefour Marcadet-Balagny (17<sup>e</sup>).

## Soutenez les pionniers rouges!

Nous avons publié la déclaration de la majorité de la Région Parisienne, des « Amis de l'Enfance Ouvrière » (Cercle National des Aides) qui a repoussé le rapport moral, lequel était dirigé contre les aides-révolonnaires qui n'approuvent pas la politique de collaboration de classe et de défense nationale du Gouvernement.

Les Jeunes révolutionnaires se sont refusés à être une succursale de la maison Paul-Faure-Lebas-Blum, et d'ailleurs certains d'entre les plus anciens ont été exclus. Ils constituent la « Fédération des Pionniers Rouges » qui nous communique la note ci-après :

### FEDERATION DES PIONNIERS ROUGES

Adresse provisoire : 91, rue Rouget-de-l'Isle, à Suresnes

Les réformistes excluent les révolutionnaires des Amis de l'Enfance Ouvrière

Au Congrès des Aides de Faucons Rouges, du 11 novembre 1936, la direction, aux mains des membres du P. S., a obtenu une majorité pour chasser la majorité de la Région parisienne qui défendait une plateforme de travail révolutionnaire dans l'organisation des Amis de l'Enfance ouvrière.

Dans les membres exclus se trouvent les plus anciens adhérents des Faucons Rouges, dirigeants de la Région parisienne, dont un membre de l'Internationale d'Education socialiste.

Les délégués exclus ont décidé de maintenir l'organisation sous le nom de « Fédération des Pionniers Rouges », dont l'adresse provisoire est 91, rue Rouget-de-l'Isle, Suresnes.

Les J. S. R. et le P. O. I. aideront de toutes leurs forces les vaillants Pionniers rouges.

### A BARCELONE

Le camarade Di Leone est mort. Nous apprenons le décès survenu à Barcelone du Camarade Di Leone, membre dirigeant du groupe de la Gauche communiste italienne.

Ce camarade était délégué politique de son organisation, à Barcelone. Il s'agit d'un vieux militant oppositional, d'une grande autorité qui disparaît.

Les délégués de notre organisation avaient eu avec lui des prises de contacts tout à fait cordiales, et une collaboration commune s'était ébauchée.

Nous saluons très fraternellement le regretté camarade Di Leone, auquel le P. O. U. M. a fait de grandes obsèques.

### DISPARUS

Nous sommes sans nouvelles de notre camarade Bernard Meller, qui combattait sur le front de Saragosse, dans le groupe international de la colonne Durruti.

Nous avons demandé à nos camarades de Barcelone de faire des recherches, et nous pensons pouvoir publier une information exacte et nous l'espérons fermement plus rassurante.

### ECOLE BOLCHEVIQUE

Lundi 16, à 20 h. 30, Salle d'Artagnan, premier cours de notre série « A. B. C. du Marxisme », par J. Van.

Nous rappelons que les quatre leçons porteront sur :

I. Lundi 16 novembre : La conception nationaliste de la société.

II. Lundi 23 novembre : Le développement du Capitalisme.

III. Lundi 30 novembre : La période de l'impérialisme.

IV. Lundi 6 décembre : La crise économique d'après-guerre.

## Les Livres

DANIEL GUERIN. — Fascisme et Grand Capital (N. R. F.).

Dans ce volume, D. Guérin fait une revue serrée de l'évolution du fascisme en Italie et en Allemagne. Derrière les phrases « anticapitalistes » de Mussolini et de Hitler, il cherche la réalité : la défense du grand capital par Mussolini et Hitler, c'est-à-dire avant tout l'écrasement de la classe ouvrière au profit des trusts du capitalisme décadent.

Guérin dépouille avec minutie le voile démagogique dont se recouvre le fascisme. Il dévoile successivement, à l'aide d'une documentation précise et abondante, les « baillleurs de fonds », c'est-à-dire les grands usiniers, les magnats industriels, les hobereaux; les méthodes « d'exaltation mystique » et de pénétration dans les couches ouvrières; la tactique suivie par le fascisme en Allemagne comme en Italie (et aujourd'hui en France) pour dupes les ouvriers. Enfin, il étudie successivement la conception fasciste de l'Etat et de la corporation, et sa politique agricole.

Mais Guérin ne s'est pas borné à une analyse documentée. Il a été plus au fond du problème. D'abord, il montre que l'ennemi fondamental du fascisme (donc du grand capital), ce n'est pas à la démocratie bourgeoise, c'est le prolétariat, et spécifiquement le prolétariat « marxiste ». Ensuite, il affirme — et son affirmation est entièrement juste — que l'alternative de l'établissement du fascisme, ce n'est pas le maintien du statu-quo de la démocratie bourgeoise (dont la carence et la décomposition sont parmi des causes fondamentales de développement du fascisme) — c'est la révolution prolétarienne socialiste, c'est-à-dire l'expropriation de la bourgeoisie.

L'expérience allemande a montré que la capitulation de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale ont été des facteurs décisifs du succès de Hitler. L'exemple espagnol montre que le fascisme, même en guerre, peut être dominé et vaincu — par l'action armée du prolétariat. Voilà une leçon que se dégage du livre de Guérin, et que les ouvriers français n'oublieront pas.

## Publications Populaires

| Service des Livres   |        |
|--|--------|
| Livre Rouge sur le Procès de Moscou  | 4 fr.  |
| L. Trotsky. La Révolution trahie   | 18 fr. |
| A. Gide. Retour de l'U.R.S.S.  | 6 fr.  |
| L. Trotsky. La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov                 | 2 fr.  |
| L. Trotsky. Défense du Terreur   | 7 fr.  |
| A. Rosmer. Le mouvement ouvrier français pendant la guerre                       | 36 fr. |
| Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès de l'Internationale Communiste | 20 fr. |
| D. Guérin. Fascisme et Grand Capital   | 18 fr. |
| L. Trotsky. La nouvelle constitution de l'U.R.S.S.                               | 1 fr.  |
| 10 % de réduction aux membres du Parti.  |        |
| Compte chèque postal : Naville : 1333-80, Paris.                                 |        |
| Le Gérant : AIACHE.  |        |
| Carré-Pierson, 35, boul. Strasbourg Paris-10 <sup>e</sup>                        |        |

| CE QU'IL FAUT LIRE  |   |
|---|---|
| LIVRE ROUGE sur le Procès de Moscou par L. SEDOV                                    | 1 vol. de 125 pages ..... 4 <sup>fr.</sup><br>par 10 ex. .... 35 <sup>fr.</sup> |
| ANDRÉ GIDE RETOUR DE L'U.R.S.S.   | Un vol. .... 6 <sup>fr.</sup>   |
| CLAUDE NAVILLE ANDRÉ GIDE ET LE COMMUNISME Préface de P. Naville                    | Un vol. .... 5 <sup>fr.</sup>   |
| PUBLICATIONS POPULAIRES. 15 Passage Dubail. C.C. postal: Naville - 1333-80 - Paris. |   |

## Communications et Convocations

### NOTE DE L'ADMINISTRATION ATTENTION

Nous demandons encore une fois à nos lecteurs et camarades de ne pas envoyer de chèques postal libellé : « Publications Populaires » ou « Parti Ouvrier Internationaliste ». Plusieurs commandes n'ont, de ce fait, pas pu être exécutées. Pour la REVUE, les LIVRES et les BROCHURES, ENVOYER LES CHEQUES OU MANDATS POSTAUX AU NOM DE NAVILLE. Au cas contraire, les chèques et mandats sont renvoyés à l'expéditeur.

### VIE DU PARTI

#### STATUTS

Cette semaine sont adressés à tous les membres du Parti les fascicules contenant la Charte et les Statuts du P. O. I. Tous les adhérents doivent le demander aux secrétaires de groupe.

#### TRESORERIE

Nous rappelons à tous les groupes la nécessité de se mettre en règle avec la trésorerie. Faire les versements au C. C. postal Bardin.

#### COMITE DE REDACTION DE LA « LUTTE OUVRIERE »

Les nécessités matérielles nous obligent à paraître le jeudi.

En conséquence, le comité de rédaction aura lieu tous les vendredis, à 19 heures.

Outre les membres désignés, les rayons doivent y adresser des délégués.

Chaque groupe local doit donner régulièrement les comptes rendus de son activité dans son coin (usines, quartiers, villages).

Il est rappelé que sous peine d'entraîner des retards dans la parution du journal, toute la copie doit être remise, au plus tard, lundi soir 6 h. 30, tout dernier délai.

Comité d'administration de « La Lutte Ouvrière ».

Les camarades libres le jeudi soir doivent se rendre au local, dès 2 h. pour le pliage et l'expédition du journal.

XI<sup>e</sup> P. O. I. — Réunion tous les vendredis, lieu et heure habituels.

12<sup>e</sup> arrondissement. — Permanence du P. O. I. : le dimanche, de 10 h. à 12 heures, au 79, faubourg Saint-Antoine.

14<sup>e</sup>. — Réunion P. O. I. : Tous les jeudis, lieu habituel.

Cellule du 15<sup>e</sup>. — Réunion tous les mercredis, 21 heures, 1. h.

XVIII<sup>e</sup> P. O. I., J. S. R. — Vendredi 21 heures, café Noël, 99 bis, rue Ordener.

19<sup>e</sup>. — Réunion P. O. I. : Tous les vendredis, lieu habituel.

19<sup>e</sup>. — Dimanche pour vente du journal, tous les camarades disponibles, 6, place du Comat. J. S. R. en tenue.

P. O. I. 20<sup>e</sup>. Dimanche matin, à 9 h. 30, rue du Barrège, pour la vente du journal.

Réunion de cellule le vendredi, à 20 h. 30.

#### CHOISY-LE-ROI

Permanence tous les dimanches matins, 10 heures à midi, au café 9, rue Carnot, à Choisy-le-Roi.

Saint-Denis. — Tous les jeudis soir, à 21 heures précises, 38, boulevard Jules-Guesde, réunion obligatoire de cellule du P. O. I. et J. S. R. Sympathisants fraternellement invités.

Nouzouville. — « La Lutte Ouvrière » se trouve chez Pilard, marchand de journaux. Pour tous renseignements concernant le P. O. I., s'adresser à Michon, à Levrézy, et à Marchal, Nouzouville.

Saint-Etienne. — « La Lutte Ouvrière » est en vente tous les dimanches, au kiosque de la place du Peuple, côté gauche.

L'organe des Jeunes Socialistes Révolutionnaires, « Révolution » est en vente au même endroit.

Marseille. — P. O. I., Rayon de Marseille. — Permanence tous les dimanches matin de 10 heures à midi, Civette Noailles, 16, marché des Capucines. La « Lutte Ouvrière » est en vente dans les principaux kiosques. Les dépôts les plus importants sont faits : au kiosque de la vieille Bourse du Travail, rue de l'Académie; au kiosque du boulevard Garibaldi, dans le prolongement du cours Lieutaud et à 20 mètres du bar Provence; à l'entrée de la gare de l'Est (départ pour Aubagne et les camions).

Pour la correspondance, écrire au secrétaire du P. O. I., Civette Noailles, 16, marché des Capucines, Marseille.

Lille. — J. S. R., P. O. I. : Permanence tous les soirs, de 6 à 7 h.

16, rue Saint-Sauveur. Pour toutes demandes de renseignements, écrire au P. O. I., à l'adresse ci-dessus.

La « Lutte Ouvrière » et « Révolution » se vendent régulièrement au Tabac de la rue Neuve (coin de Béthune) et au Tabac, 19, rue du Molinel.

Angers. — Permanence tous les jeudis, de 18 à 19 heures au Café de la Mairie, 2, boulevard du Maréchal-Foch.

« La Lutte Ouvrière » et « Révolution » sont en vente au kiosque rue Saint-Aubin (près du boulevard du Maréchal-Foch).

Bourges. — A partir du samedi, « La Lutte Ouvrière » est en vente à la Librairie Rousseau, rue Mirabeau.

Toulon. — « La Lutte » et « Révolution » sont en vente aux kiosques, place Puget, Martin, Bidouré, Noël, avenue Vauban.

Permanence du P. O. I., Civette de la Gare, tous les samedis, à partir de 20 heures.

Nice. — « La Lutte Ouvrière » et les brochures du P. O. I. sont en vente chez Rogues, 15, rue Assalit.

Lyon : Venez tous à notre permanence au siège des Jeunes Socialistes Révolutionnaires et du P. O. I., 17, rue d'Alger (à cinq minutes de la gare de Perrache).

Le journal « Révolution » est en vente aux :

Kiosques : Angle quai J.-Courmont et rue de La Barre ; place Carnot.

Librairies : 1, rue de Marseille ; 69, rue Salomon-Reinach, (7<sup>e</sup> arrondissement).

## J. S. R.

Le dimanche 29 novembre, se tiendra un Congrès régional J. S. R. Les rapports sont prêts. Les réclamer au secrétaire régional.

Comité Régional J. S. R. — Lundi à 21 heures.

Tenue des J. S. R. — Tous les J. S. R. doivent se procurer la tenue. En vente au centre au prix de 12 fr. Voir Lessart.

J. S. R. — Cellule du 4<sup>e</sup>. — Permanence tous les vendredis, de 21 heures à 23 heures, 48, rue des Archives.

XI<sup>e</sup> J. S. R. — Tous les jeudis, heure et lieu habituels.

19<sup>e</sup>. — Réunion J. S. R. — Tous les mardis, lieu habituel.

J. S. R. — 20<sup>e</sup> arrondissement. — Réunion mercredi, même heure, même adresse.

Le vendredi 20 novembre, à 20 h. 30, Salle de la Mutualité, les Jeunes Anarchistes organisent un

### GRAND MEETING

Les camarades L. Weitz pour les J. S. R. et Fred Zeller pour les J. S. R. y prendront la parole.

## A tous nos abonnés A tous nos lecteurs

À la date du 1<sup>er</sup> décembre, le prix du journal sera porté à 0 fr. 50 le numéro, comme tous les hebdomadaires.

Durant les quinze jours qui viennent, le prix des abonnements demeurera aux anciennes conditions, c'est-à-dire :

France :  
Abonnement de 1 an ..... 12 fr.  
de 6 mois ..... 6 —

Etranger :  
Abonnement de 1 an ..... 30 fr.  
de 6 mois ..... 15 —

Ces conditions sont faites pour avantager tous les camarades qui s'intéressent à notre mouvement, qui ont manifesté maintes fois leur sympathie et leur appui à notre organisation, par leurs souscriptions, par leurs abonnements.

Tous nos camarades doivent s'abonner ou se réabonner, dans ce bref délai, afin de profiter des conditions actuelles.

S'abonner, c'est concourir efficacement à la consolidation financière de votre journal « La Lutte Ouvrière ».

S'abonner, c'est aider à la diffusion de la Presse Révolutionnaire.

S'abonner, c'est aider au regroupement de tous les révolutionnaires. C'est aider à la reconstitution d'un Parti Révolutionnaire, arme indispensable au triomphe de la classe ouvrière.

Camarades, aidez-nous de tous vos moyens en souscrivant, en vous abonnant.

Versez toutes sommes au compte chèque postal 1907-81. — M. Alfred Bardin, 15, passage Dubail, Paris 10<sup>e</sup>.